



**FEDERATION SYNDICALE UNITAIRE**  
éducation recherche culture insertion formation

**FSU LORRAINE**

## **DECLARATION FSU LORRAINE**

### **Rythmes scolaires : rencontre Recteur/Organisations syndicales**

La FSU Lorraine exprime ici son indignation quant aux modalités choisies dans l'académie pour organiser la consultation nationale sur les rythmes scolaires. Comme l'ensemble des personnels de cette académie, nous n'avons aucune lisibilité sur le dispositif de consultation, sa mise en œuvre et ses finalités.

Vous avez organisé 2 tables rondes, une à Metz et une à Nancy, au total une trentaine d'enseignants sur environ 30000 dans l'académie. Juxtaposer une dizaine de témoignages purement personnels ne peut être considérée comme une expression représentative des acteurs de l'École.

De fait le débat n'a pas eu lieu : très peu d'informations diffusées dans les établissements scolaires, aucune plage horaire sur le temps de service pour débattre d'un sujet qui concerne la réussite des élèves.

Nous dénonçons des pseudos consultations qui se limitent aujourd'hui à de simples forums sur des sites gouvernementaux, dont les questions ne posent pas l'ensemble des enjeux autour des rythmes scolaires et conditionnent de fait les réponses. Pour reprendre pertinemment votre propos, il n'y a pas de vrais réponses à de fausses questions !

Quelle crédibilité peut-on accorder à un débat national qui ne donne ni à la FSU ( première Fédération de l'Éducation Nationale) ni à aucun syndicat enseignant , ni à aucun représentant des parents d'élèves ou des lycéens, une place dans un comité de pilotage pourtant largement ouvert à des organismes et personnalités représentantes des intérêts divers parfois importants, mais pour beaucoup assez éloignés du monde de l'éducation ?

Pour la FSU, la question des rythmes ne peut en aucun cas être dissociée des conditions d'apprentissage des élèves et donc des conditions de travail des personnels.

Dans le contexte d'une politique gouvernementale de suppressions massives de postes, le débat sur les rythmes ne saurait être utilisé pour trouver de nouveaux "gisements" de moyens à récupérer et de masquer les réformes actuelles qui détruisent le service public d'Éducation.

C'est donc une vraie occasion manquée d'ouvrir un débat démocratique public. La rencontre de ce soir nous conforte dans ce constat car elle ne répond pas à notre conception de la concertation.

Nancy, jeudi 2 décembre 2010